

Table des matières

Préambule	7
-----------------	---

Chapitre 1

Le régime matrimonial primaire	9
--------------------------------------	---

SECTION 1

Devoir de secours entre époux (art. 213)	10
1. Frais funéraires (non)	10
2. Faillite	10

SECTION 2

Protection du logement familial (art. 215)	12
A. Logement familial en propriété	12
3. Incidence de la séparation de fait	12
4. Autorisation du tribunal de vendre l'immeuble servant au logement de la famille. Compétence (art. 215, § 1 ^{er} , al. 3, du Code civil et art. 1253ter et s. du Code judiciaire)	13
B. Logement familial pris à bail	14
5. Application de l'article 215, § 2, du Code civil aux baux contractés par les deux époux ?	14
6. Congé adressé aux époux par une seule lettre recommandée	16
C. Le mobilier	16
7. Œuvres d'art et collections	16

SECTION 3

Dettes contractées pour les besoins du ménage et l'éducation des enfants (art. 222)	17
8. Dettes donnant lieu à solidarité. Dettes fiscales	17
9. (suite). Dettes professionnelles (non)	19
10. (suite). Frais de soins de santé	19
11. (suite). Bail	19
12. Incidence de la séparation de fait. Connaissance de la séparation par le tiers contractant	20

SECTION 4

Mesures urgentes et provisoires à caractère patrimonial
(art. 223) 24

13. **Compétence *ratione temporis*** 24

14. **Application dans le temps des mesures urgentes et provisoires** 25

15. **Mesures envisageables : travaux de rénovation
d'un immeuble commun (non)** 27

SECTION 5

Annulation d'actes irréguliers (art. 224) 27

16. **Sûretés personnelles mettant en péril les intérêts de la famille** 27

17. **Délai d'exercice de l'action** 29

18. **Aspects de droit international privé** 30

Chapitre 2
Le régime légal 33

SECTION 1

L'actif des patrimoines 34

A. *Preuve de la propriété des biens* 34

19. **Liste des biens propres dans le contrat de mariage ou y annexée** ... 34

20. **Accord amiable conclu durant la séparation de fait** 34

B. *L'actif propre* 35

1. Biens propres par relation 35

21. **Droits résultant d'une assurance de personnes** 35

2. Biens propres par nature 40

22. **Vêtements et objets à usage personnel. Bijoux** 40

23. **Parts sociales. Droits résultant de la qualité d'associé.
Action en retrait** 41

C. *Actif commun* 43

1. Biens professionnels 43

24. **La clientèle de professions libérales. Évaluation. Qualification** 43

2. Biens donnés conjointement aux deux époux 44

25. **Présomption de libéralité conjointe** 44

3. Qualification commune résiduaire 45

26. **Argent déposé sur un compte au nom d'un des époux** 45

SECTION 2	
Le passif des patrimoines et les droits des créanciers	46
A. <i>Passif propre</i>	46
27. Dette antérieure au mariage	46
28. Dette contractée dans l'intérêt exclusif du patrimoine propre	47
29. Dette résultant d'une infraction pénale. Confiscation	48
30. Dette d'aliments à l'égard d'un parent	48
B. <i>Passif commun</i>	50
31. Présomption de communauté. Frais de soins de santé	50
32. (suite). Présomption de communauté. Frais de notaire	51
33. Dettes fiscales	51
C. <i>Droits des créanciers</i>	52
34. Paiement d'une dette propre. Charge de la preuve du caractère propre des biens saisis	52
35. (suite). Enrichissement du patrimoine commun par absorption de biens propres	53
D. <i>Faillite d'un époux</i>	54
36. Excusabilité. Dette contractée par les deux époux	54
37. Faillite du conjoint. Suspension des poursuites	55
38. Faillite postérieure au divorce	56
SECTION 3	
La gestion du patrimoine commun	57
A. <i>Gestion concurrente</i>	57
39. Préjudice causé au patrimoine commun	57
40. Conclusion d'une convention avec un agent immobilier	58
41. Retrait de fonds communs préalable à l'introduction de la demande en divorce	60
42. Cautionnement	64
43. Époux bailleurs. Résiliation du bail par l'un d'entre eux	68
B. <i>Gestion conjointe</i>	68
44. Libéralités de biens communs	68
45. Emprunt	70
SECTION 4	
La gestion des patrimoines propres	72
46. Cession de (droits liés à des) parts et actions de société	72
SECTION 5	
La liquidation et le partage du régime matrimonial	74
A. <i>Dissolution du régime matrimonial</i>	74

47.	Article 1278, alinéa 2, du Code judiciaire. Date de la dissolution du régime matrimonial	74
48.	Article 1278, alinéa 2, du Code judiciaire. Date de la dissolution du régime matrimonial en cas de pluralité de demandes en divorce. Reprise de la vie commune	75
49.	Article 1278, alinéa 2, du Code judiciaire. Date de la dissolution du régime matrimonial en cas de pluralité de demandes et/ou de procédures en divorce. Renonciation à la demande en divorce originaire	78
50.	Article 1278, alinéa 4, du Code judiciaire. Exclusion de la liquidation de biens acquis durant la séparation	79
B.	<i>Indivision post-communautaire</i>	80
51.	Gestion. Parts et actions de société	80
52.	Indemnité d'occupation. Principes	83
53.	(suite). Débiton ordonnée à titre provisionnel avant le partage définitif	86
54.	(suite). Meubles meublants	87
55.	Compensation avec le devoir de secours entre époux dû jusqu'au divorce	88
56.	Minoration de la valeur locative ou de l'indemnité en raison de la présence des enfants communs dans le bien indivis	94
C.	<i>Comptes de récompenses</i>	95
57.	Causes de récompense. Récompense due par le patrimoine propre (art. 1432)	95
58.	(suite). Récompense due par le patrimoine propre (art. 1432). Retrait d'argent effectué durant la séparation de fait	96
59.	(suite). Récompense due par le patrimoine propre (art. 1432). Travaux dans l'immeuble propre financés par la communauté. Compensation avec l'occupation gratuite	97
60.	Causes de récompense. Récompense due par le patrimoine commun (art. 1434). Entrée des fonds en communauté	99
61.	(suite). Cas particulier : confusion de fonds propres et communs	102
62.	Revalorisation des récompenses (art. 1435). Principes	104
63.	(suite). Revalorisation des récompenses (art. 1435). Remboursement d'emprunt	105
64.	Intérêts (art. 1436)	110
65.	Règlement des récompenses	111
D.	<i>Attribution préférentielle</i>	112
66.	Champ d'application. Régimes conventionnels de communauté	112
67.	Champ d'application. Divorce par consentement mutuel	113
68.	Introduction de la demande	114
69.	Attribution préférentielle et vente publique de l'immeuble	115

70.	Critères	116
71.	Évaluation du bien objet de l'attribution préférentielle	117
E.	<i>Avance sur part de communauté</i>	117
72.	Mécanisme. Conditions	117
F.	<i>Recel de communauté</i>	119
73.	Compte collectif. Cumul de recel de communauté et recel successoral	119
74.	Retraits de fonds communs peu de temps avant l'introduction d'une procédure en divorce	121
G.	<i>Procédure de partage (loi ancienne)</i>	122
75.	Nécessaire préalable à la liquidation de la succession	122
76.	Transaction	122
77.	Force exécutoire de la décision de désignation	124
78.	Compétence territoriale	124
79.	Durée de la procédure	125
80.	Devoir d'impartialité du notaire	126
81.	Remplacement du notaire	128
82.	Étendue de la mission du notaire liquidateur. Comptes prémaritaux	130
83.	(suite). Participation aux charges du mariage	133
84.	Étendue de la mission du notaire commis pour représenter les parties défaillantes ou récalcitrantes	134
85.	Procès-verbal des dires et difficultés. Formulation tardive des contredits. Accord des parties. Signature	136
86.	Procès-verbal intermédiaire des dires et difficultés. Pouvoirs respectifs du notaire et du juge	139
87.	Date de l'évaluation	141
88.	Vente de l'immeuble	142
89.	Désignation d'un expert	144

Chapitre 3

Les conventions matrimoniales

SECTION 1

Autonomie des volontés	146	
90.	Principe de cohérence. Clause stipulant le règlement des récompenses ou comptes au jour le jour	146
91.	(suite). Enrichissement sans cause	148
92.	Clause qui porte atteinte au droit successoral légal	149
93.	Forme	150

SECTION 2

Modification des conventions matrimoniales	151
--	-----

94.	Modification d'un contrat de mariage. Droit impératif	151
95.	Nouvelle procédure	152
96.	Anciennes procédures. Apport à un patrimoine commun adjoint à une séparation de biens : grande, moyenne ou petite procédure ?	152
97.	Modification d'un régime matrimonial soumis à une loi étrangère	153

Chapitre 4

Les régimes conventionnels

en communauté

98.	Apport au patrimoine commun. Limitation à concurrence d'une quotité d'un bien	158
99.	Apport au patrimoine commun. Reprise d'apport	160
100.	Communauté universelle. Utilité ou nécessité d'une liquidation-partage. Avantages matrimoniaux. Protection des enfants issus du couple (art. 1464, al. 2, C. civ.)	163
101.	(suite). Immeuble non commodément partageable. Vente. Attribution préférentielle	164
102.	Communauté universelle. Apport et d'attribution intégrale. Déchéance en cas de divorce (art. 299 C. civ.) (non). Responsabilité du notaire (non)	165
103.	Clause d'attribution totale sans conditions de survie (<i>sterfhuisclausule</i>). Avantages matrimoniaux	166
104.	Attribution intégrale de communauté. Homicide par le conjoint	169
105.	Clause optionnelle	170

Chapitre 5

Les régimes séparatistes

SECTION 1

	Composition des patrimoines. Preuve de la propriété	174
106.	Clause du contrat de mariage. Objets mobiliers. Véhicule	174
107.	Présomption d'indivision	174
108.	Liste de biens propres dans le contrat de mariage. Factures. Force probante limitée à l'égard des tiers	175

SECTION 2

	La gestion des patrimoines	177
109.	Pouvoir de conclure un accord avec l'administration fiscale	177

110.	Rachat de part indivise entre époux pendant le mariage. Autorisation du tribunal	177	
SECTION 3			
	Correctifs conventionnels	180	
111.	Société d'acquêts. Composition. Attribution intégrale au conjoint survivant	180	
112.	Société d'acquêts. Application de la sanction du recel de communauté et d'autres dispositions du régime légal	181	
SECTION 4			
	Créances entre époux	183	
113.	Liquidation antérieure à la dissolution du mariage	183	
114.	Enrichissement sans cause	183	
115.	(suite). Réévaluation	187	
 Chapitre 6 Le droit transitoire de la loi du 14 juillet 1976			191
116.	Régimes conventionnels en communauté. Droit/obligation d'acceptation de la communauté par l'épouse (art. 1453 et suivants anciens). Inconstitutionnalité	192	
 Chapitre 7 Le régime patrimonial des couples non mariés			199
SECTION 1			
	L'union libre	200	
A.	<i>Logement familial</i>	200	
117.	Représentation d'une partie par l'autre. Procuration	200	
118.	Droit de mettre fin au bail de résidence principale	200	
B.	<i>Contribution aux charges de la vie commune</i>	202	
119.	Obligation naturelle pendant la durée de la relation (non)	202	
120.	Paiement du loyer	204	
C.	<i>Propriété</i>	204	
121.	Preuve de la propriété des biens meubles : présomption d'indivision	204	
122.	Preuve de la propriété des biens meubles : moyens de preuve	205	

D. Créances	205
123. Enrichissement sans cause	205
124. (suite). <i>Animus solvendi</i> contre <i>animus donandi</i>	210
125. Indivision prémaritale	210
E. Conventions	211
126. Convention portant sur l'immeuble d'un des concubins. Pacte sur succession future	211
127. Tontine et accroissement. Validité. Durée limitée dans le temps. Nullité pour pacte sur succession future ?	212
128. (suite). Tontine et accroissement. Sortie d'indivision : article 815 du Code civil	214
129. Clause d'accroissement et contre-lettre	216
F. Rupture de la relation	217
130. Mesure de crise. Logement. Juridiction compétente	217
131. (suite). Logement familial. Expulsion du partenaire. Conditions	218
132. Sortie d'indivision	219
133. Partage du mobilier	221
134. Apposition de scellés	222
135. Obligation alimentaire après rupture	223
136. (suite). Compétence	227
SECTION 2	
La cohabitation légale	228
137. Début de la cohabitation légale	228
138. Contribution aux charges de la vie commune	229
139. Excusabilité du cohabitant légal	229
140. Rupture de la relation. Date de fin de la cohabitation légale. Mesure de crise	231

Chapitre 8

La loi du 13 août 2011 réformant la procédure de liquidation-partage judiciaire

Introduction	234
141. Objectifs	234
142. Entrée en vigueur. Droit transitoire	235
143. Division	237

SECTION 1

De l'introduction de la demande et du jugement ordonnant le partage judiciaire 237

144. Principe 237

145. Pluralité de demandes 238

146. Biens à l'étranger 239

147. Accord des parties. Jugement d'accord 241

SECTION 2

De la désignation du notaire-liquidateur 243

148. Principe : désignation d'un notaire-liquidateur 243

149. Exception : désignation de deux notaires-liquidateurs 244

150. (suite) Exercice conjoint des pouvoirs des notaires-liquidateurs 244

151. Compétence territoriale 245

152. Honoraires 245

153. Exécution provisoire du jugement désignant le notaire 246

SECTION 3

Du remplacement du notaire-liquidateur 247

154. Remplacement du notaire 247

155. (suite) Procédure. Procédure applicable à d'autres hypothèses 248

SECTION 4

De la gestion de masse indivise 249

156. Gestionnaire de la masse à partager 249

SECTION 5

De l'expertise 250

157. Expertise judiciaire 250

158. Désignation en cours de procédure 252

159. Rapport de l'expert 253

SECTION 6

Du déroulement des opérations 254

1. Dispositions générales 254

160. Accord des parties devant le notaire 254

161. Inventaire 255

162. Estimation des biens par le notaire 256

163. Informations demandées par le notaire 257

164. Missions générales du notaire 257

165. Suppression du notaire chargé de représenter les parties absentes ou récalcitrantes 258

2. De l'ouverture des opérations	260
166. Procès-verbal d'ouverture des opérations	260
167. Modes de convocation et de communication	261
3. Du procès-verbal intermédiaire	261
168. Procès-verbal intermédiaire	261
169. (suite) Procédure	262
4. De la mise en état conventionnelle	264
170. Délais dans la procédure : une innovation fondamentale	264
171. Calendrier conventionnel	264
5. De la mise en état légale	265
172. Calendrier légal	265
173. Calendrier judiciaire	267
6. De la découverte de nouveaux faits ou de nouvelles pièces déterminants	268
174. Nouvelles informations	268
7. De la sanction en cas de dépassement des délais convenus ou fixés	269
175. Sanctions. Non-respect par les parties	269
176. (suite) Non-respect par le notaire	270
177. Hypothèse de la désignation de deux notaires	271
8. L'interruption des délais convenus ou fixés	271
178. Interruption	271
9. De la communication des pièces	272
179. Communication des pièces. Formalisme	272
10. Du partage en nature	273
180. Principe : partage en nature. Éventuels contredits	273
181. (suite) État liquidatif	273
182. (suite) Absence de contredit	274
183. (suite) Formulation de contredits	274
184. (suite) Homologation de l'état liquidatif	276
185. (suite) Renvoi au notaire	277
11. De la vente des biens non commodément partageables en nature	278
186. Vente des biens non commodément partageables en nature	278
187. Vente des immeubles	278
188. Vente des meubles	280
SECTION 7	
De l'appel	281
189. Effet dévolutif de l'appel ?	281
Conclusions	282